

REVUE DE PRESSE

service communication



Paris-Normandie

AGENDA

Publié le 19/03/25

À VENIR

Le Petit-Quevilly

Atelier débat

« La méthode Schumacher » par les kamikazes du cortex. C'est parti, c'est brainstorming. Deux sympathiques animatrices irresponsables mais de bonne foi, Gwen et Isa, invitent le public à un grand débat libre et participatif afin de « tout mettre sur la table ». Une bouffonnerie décapante à partager tous ensemble. Le 21 mars à 18 h médiathèque François-Truffaut. Gratuit sur réservation : 02 35 72 58 00, bibliotheque.petit-quevilly.fr

Paris-Normandie

Après la mort d'Owen à Rouen, sa famille lance une association de prévention pour les jeunes

Cinq mois après le décès d'Owen Cerf, mort après une chute dans la Seine dans la nuit du 5 au 6 octobre 2025, sa famille lance une association afin de sensibiliser les jeunes à l'alcool et de prévenir des risques aux abords des quais.



Tiphany Herbert, mère d'Owen mort après une chute sur les quais de Rouen, lance une association en hommage à son fils et pour sensibiliser les jeunes à l'alcool et prévenir des risques sur les quais

Par *Jérémy Chatet*

Publié: 19 Mars 2025 à 06h54

Sur le meuble à l'entrée du domicile de Tiphany Herbert, on ne voit qu'elle. Cette grande photo encadrée de son fils Owen Cerf. Le visage radieux. Souvenir heureux d'un séjour à Disneyland. Dans la nuit [du 5 au 6 octobre 2024](#), le sourire du jeune homme s'est évaporé. Owen, après une soirée passée à la boîte de nuit Le So, située sur les quais rouennais, n'est jamais **rentré au Petit-Quevilly, où il vivait avec sa mère.**

Sécurisation des quais

Pendant neuf jours, proches et amis ont [remué ciel et terre](#). Fouillé partout. Sur les quais, en forêt, à chaque coin de rue. Jusqu'au 15 octobre. En début d'après-midi, [un corps est repêché](#) dans la Seine, au niveau de Canteleu. Celui d'Owen. « *Quand on a frappé à ma porte pour me l'annoncer...* » Les mots de Tiphany Herbert se taisent. « *On avait toujours cet espoir, poursuit-elle. En tant que maman, on ne peut pas accepter l'inacceptable. On ne s'attend pas à perdre son enfant.* » L'autopsie confirme la [chute accidentelle](#). « *On ne s'est pas douté un seul instant qu'il était tombé dans la Seine* », se souvient Tiphany Herbert.

Très vite, les questions affluent. Autour de la [sécurisation des quais](#). « *J'ai voulu comprendre pourquoi c'est arrivé, j'ai voulu avoir des réponses, je ne les ai pas toutes eues. Sur les caméras, on voit mon fils pour la dernière fois à 4h34 sur les quais. À 4h35, un couple passe. Comme il faisait noir, personne ne l'a vu, ni entendu. On ne le voit pas tomber. On sait qu'il s'est noyé. Mais dans quelles circonstances ? Était-il conscient ? Est-ce que mon fils a souffert ?* »



Le 20 octobre 2024, une marche blanche était organisée en hommage à Owen - Archives Stéphanie PERON/PN

Le jour de son anniversaire

Cinq mois plus tard, la famille du jeune homme lance son association [« Owen, l'ange des quais »](#). Au 19 mars précisément. La date dépasse le symbole. Ce jour-là, Owen aurait eu 20 ans. L'idée a fait son chemin lors de la [marche blanche](#) organisée sur les quais le 20 octobre dernier. Une association pour honorer la mémoire d'Owen mais surtout sensibiliser les jeunes sur l'alcool et prévenir des risques liés aux abords des quais. *« On s'est aperçu du manque de sécurité sur les quais lors de nos recherches »*, appuie l'une des belles-sœurs de Tiphany Herbert.

Mon combat, c'est aussi le leur. On avait tous un lien avec Owen

Tiphany Herbert

L'association « Owen, l'ange des quais » a été créée en famille. *« Mon combat, c'est aussi le leur, insiste Tiphany Herbert, issue d'une fratrie de six. On avait tous un lien avec Owen. »* Le sien était plus fort que tout. Elle l'avait élevé *« quasi toute seule »*. *« On était fusionnel, on n'avait pas le droit de se mentir. Quand on avait un doute, on se disait : promis c'est vrai. »*

La famille a bénéficié du soutien du maire de Rouen, qui a reçu la mère d'Owen le 6 janvier 2025. *« Il m'a dit qu'il me suivrait dans mon projet, qu'il allait m'intégrer aux réunions sur la vie nocturne. »* Une plaque en hommage au jeune homme doit être bientôt apposée sur les quais. Pour ne rien oublier. Comme une dernière promesse faite à son fils.

Association « Owen, l'ange des quais ». Possibilité de faire un don en soutien sur [Helloasso](#).
19/03/2025

Paris-Normandie

Vers l'interdiction des couverts et assiettes en plastique



La nouvelle proposition de loi arrivera «le plus vite possible».Hans/Pixabay
Une proposition de loi va être déposée pour interdire couverts et assiettes en plastique réutilisables dans les cantines scolaires, a annoncé hier la ministre de la Transition écologique.

Publié le 19/03/2025

Promulguée en 2018, la loi Egalim avait fixé au 1^{er} janvier 2025 l'interdiction « de contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe ou de service en matière plastique » dans les cantines scolaires et universitaires, ainsi que dans les établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans. L'interdiction avait été étendue par la loi antigaspillage pour une économie circulaire (Agec) aux services de pédiatrie, d'obstétrique et de maternité, également à partir de janvier 2025.

« La loi date d'il y a quatre ans. Le législateur a changé d'avis, la société va plus loin aujourd'hui, les associations, des maires se sont mobilisés en nous disant on ne veut plus de plastique . Les Françaises et les Français, les collectivités locales nous disent, c'est terminé le plastique, on est déjà passé de l'autre côté », a déclaré Agnès Pannier-Runacher. « Aujourd'hui ça paraît idiot de ne pas tout interdire le plastique », a-t-elle résumé.

La ministre a expliqué que « le décret de mise en œuvre de la loi est allé plus loin que la loi, il a englobé dans l'interdiction la vaisselle et les couverts. Et en fait, un décret ne peut aller plus loin que la loi, c'est une fragilité juridique et c'est du pain béni pour le lobby du plastique qui attaque systématiquement nos textes », selon elle.

Dans un premier temps, afin de « corriger cela », le ministère de la Transition écologique avait décidé de préparer un projet de nouveau décret qui prévoyait de remplacer les mots « le service ou la consommation des plats, y compris la vaisselle et les couverts » par simplement « le service ».

Internauts scandalisés

« La loi a donné une interdiction qui n'allait pas jusqu'au bout et qui était ambiguë. Le décret initial a tout interdit, mais le décret ne peut pas être plus ambitieux que la loi. On va

interdire tout, mais pour interdire tout, il faut une loi et ça ne peut pas être un décret qui le décide dans son coin » , a annoncé Agnès Pannier-Runacher.

« Dans ce moment de confusion » , elle a annoncé que les députées Ensemble pour la République Véronique Riotton et Graziella Melchior « se proposent de déposer une proposition de loi qui va corriger et permettre d'interdire les couverts, les assiettes, tout ce qui est en plastique dans les cantines de nos enfants » .

Cette proposition de loi arrivera « le plus vite possible, et pendant ce temps-là je n'ai plus besoin de modifier le décret, on va adapter la loi au décret » , a précisé Mme Pannier-Runacher.

Le projet de décret gouvernemental initialement prévu est encore consultable sur le site du ministère de la Transition écologique. Il pouvait faire « l'objet d'observations » jusqu'au 14 mars, et parmi les commentaires (au nombre de 14 852 à ce jour), nombre d'internautes se déclaraient scandalisés par le fait que les couverts et assiettes en plastique ne soient pas interdits.

Paris-Normandie

Métropole de Rouen : prendre le train avec son abonnement Astuce, l'expérience reconduite

Depuis septembre 2024, les abonnés du réseau Astuce peuvent effectuer des trajets en train à l'intérieur du territoire de la métropole. L'expérience s'avérant concluante, elle est poursuivie à l'identique.

Par Sylvain Auffret

Publié: 18 Mars 2025 à 07h13

« Ça marche bien, je vois beaucoup de monde utiliser la borne le matin, c'est comme ça qu'on les reconnaît ». À la gare de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, cette contrôleuse de la SNCF confirme que [l'expérimentation](#), menée depuis six mois dans la métropole rouennaise, a rencontré un certain succès. Depuis septembre en effet, il est possible pour les usagers ayant souscrit un abonnement numérique au réseau Astuce d'emprunter aussi le train à l'intérieur du territoire de la Métropole. Les usagers doivent scanner un QR code sur une borne ou une affiche apposée sur le quai.

15 minutes au lieu d'une heure

« Je le prends pour rentrer tous les soirs. Avant, je prenais le bus et le métro, je mettais une heure pour rentrer, là je mets quinze minutes. Dans le train j'ai toujours une place assise, dans le métro et le bus quasiment jamais. Et dans le bus c'est toujours blindé », se réjouit Swan Grout, 18 ans, étudiant en classe préparatoire, qui attend le Rouen/Saint-Aubin-lès-Elbeuf de 16h37 ce jeudi 13 mars 2025.

Un peu plus loin sur le quai, Solène et Erinne, étudiantes à Mont-Saint-Aignan, attendent le même train. Elles font le trajet deux fois par jour, plusieurs fois par semaine. « On paye 22 euros, avant c'était une cinquantaine d'euros », se félicite Solène.

450 personnes par jour



Pour valider, il suffit de scanner le QR code

Sur les huit gares participant au dispositif dans la métropole, c'est celle de Saint-Aubin-lès-Elbeuf qui est la plus utilisée par les 450 expérimentateurs quotidiens depuis septembre. Devant Oissel, et loin devant Malaunay qui connaît des [problèmes d'accessibilité de la gare](#).

« Avant c'était 200 », précise Cyrille Moreau, vice-président en charge des transports, des mobilités d'avenir et des modes actifs de déplacement à la Métropole. « C'est une progression, après ce ne sont pas des chiffres de folie, un Teor c'est 5000 utilisateurs par jour, mais pour un test qui nécessite de vérifier les fonctionnalités, les remontées d'utilisateur sont bonnes, c'est concluant ».

Quelques couacs informatiques



La gare de Saint-Aubin-lès-Elbeuf est la plus empruntée par les expérimentateurs

Des fonctionnalités qui ont effectivement connu quelques couacs, comme en témoigne Swan, Solène et Erinne. Dont certains durent encore : « moi je suis abonné au mois, mais en janvier, ça m'a prélevé deux mois d'un coup », partage Erinne. Ou l'obligation de désinstaller/réinstaller l'application suite à la disparition du portefeuille qui ne permet pas de validation du titre de transport. Les deux jeunes femmes relativisent : « le rapport qualité prix est bien ». « Ce sont essentiellement des problèmes informatiques, il y a eu des problèmes à chaque mise à jour, elles écrasaient les historiques. on règle ça avec la société en charge », détaille Cyrille Moreau.

Poursuite de l'expérimentation

L'expérimentation va donc être poursuivie avec un bilan à un an dressé à l'automne. Avec le même nombre de trains et un abonnement toujours numérique. Mais pourra-t-on prendre un jour le train avec sa carte Astuce, pour un trajet à l'unité par exemple ? « Les terminaux ne sont pas adaptés pour ces cartes », explique Cyrille Moreau pour qui l'avenir est plus [l'intégration continue](#) de services via une application unique (pour métro, bus, train etc.) afin de « simplifier au maximum la multimodalité ».

Le Monde

Covid-19 : cinq ans après, à l'école, « quelque chose s'est cassé »

Depuis les fermetures de 2020, le rapport à l'école est plus distendu, l'absentéisme des élèves a augmenté et le goût de l'effort s'est amoindri, de l'avis des enseignants interrogés.

Par [Sylvie Lecherbonnier](#) et [Violaine Morin](#)

Publié hier à 06h49, modifié hier à 12h35



Dans une classe de 6^e du collège du Parc, à Illkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin), le 2 juin 2020.
PASCAL BASTIEN POUR « LE MONDE »

Jamais l'école républicaine n'avait connu un tel bouleversement. L'annonce du confinement scolaire, le 12 mars 2020, a provoqué une mobilisation sans précédent des équipes enseignantes pour tenter de mettre en place une « continuité pédagogique » à laquelle l'éducation nationale n'était pas préparée sur une durée aussi longue : plus de cinquante jours de confinement strict, et un retour perlé pour de nombreux élèves, en particulier les adolescents. Malgré les efforts des enseignants et des parents, et même si la France a moins fermé ses écoles que beaucoup de pays, la pandémie a eu un impact durable sur la jeunesse, en matière de santé mentale, de rapport à l'école et aux autres, d'hygiène de vie aussi – la crise liée au Covid-19 accélérant un usage massif des écrans.

Tous les enseignants que nous avons interrogés le disent : depuis la crise sanitaire, le rapport entre l'école et ses usagers s'est comme relâché, après une période de forte adhésion des parents d'élèves. « *Les familles ont compris pendant le premier confinement qu'apprendre des choses à un enfant est un vrai métier, se souvient Guislaine David, du SNUipp-FSU. Et ensuite, c'est comme s'ils avaient tout oublié.* »

De manière paradoxale, l'outil numérique – rendu essentiel par le confinement, qui a fait de l'environnement numérique de travail (ENT) le seul moyen d'entrer en communication avec le professeur – n'a pas resserré les liens. « *Avec la généralisation des ENT, le volume des échanges a considérablement augmenté mais les relations sont aussi devenues plus conflictuelles*, rapporte Johanna Cornou, directrice d'école au Havre (Seine-Maritime) et représentante au SE-UNSA. *Les parents ont des exigences d'instantanéité.* »

« Les parents ne viennent plus »

Grégoire Ensel, vice-président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), assure que le fait d'avoir été tenu physiquement à l'écart de l'école a pu générer une forme de désengagement. « *Pendant plusieurs mois, les conditions d'accès à l'école ont été largement contraintes, et cela a laissé des traces* », assure-t-il. L'ENT, désormais adopté partout, permet selon lui de « *maintenir cette distance* » ; les familles ne se déplaçant plus pour discuter.

Ainsi, selon une enseignante de Marseille qui coordonne le réseau d'éducation prioritaire renforcé (REP +) de son quartier et qui ne souhaite pas donner son nom, les réunions d'information ne « *font plus le plein* ». « *Avant, on organisait des cafés des parents pour faire de l'accompagnement à la parentalité* », se souvient-elle. « *Cela allait de l'orientation à la qualité du sommeil, en passant par la meilleure façon de faire la lecture du soir. Aujourd'hui, on hésite à continuer : les parents ne viennent plus.* »

A grande échelle, les indicateurs révèlent ce « *désengagement* » des familles : « *Les résultats de PISA [programme international pour le suivi des acquis des élèves] 2022 montrent que l'implication parentale a diminué dans la plupart des pays, y compris en France, rappelle Eric Charbonnier, analyste éducation à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Même les parents favorisés s'intéressent moins à la scolarité. Le Covid a changé l'organisation familiale, au détriment du lien entre les écoles et les familles, qui est très important pour la réussite.* »

La numérisation des échanges affecte directement la vie de l'école ou du collège, les parents osant à distance ce qu'ils n'auraient pas osé au portail. Johanna Cornou raconte ces parents qui « *demandent de la continuité pédagogique quand ils emmènent leurs enfants en vacances sur le temps scolaire, comme si l'école devait s'adapter* ». Audrey Chanonat, principale en Charente et secrétaire nationale au SNPDEN-UNSA, ne compte plus ces familles qui envoient un e-mail d'une ligne, le matin, pour signaler des absences aux motifs toujours plus farfelus. « *Il ne vient même plus à l'esprit des parents de se dire qu'on ne peut pas s'adresser au principal de cette façon* », regrette-t-elle.

« **Problèmes émotionnels** »

L'absentéisme des élèves est en effet l'une des nouvelles tendances post-Covid-19 qui inquiète les équipes éducatives. Les responsables de l'enquête Trends in International Mathematics and Science Study (Timss), une étude internationale sur le niveau en mathématiques en CM1 et en 4^e, alertaient, d'ailleurs, en décembre 2024, sur ce phénomène : à l'échelle mondiale, un élève d'école primaire sur dix est absent au moins une fois par semaine. En France, au collège, « *le problème s'est multiplié pour les grands et s'étend désormais aux classes de 6^e et 5^e*, confirme Audrey Chanonat. *Quelque chose s'est cassé* ».

Les élèves ont-ils eu du mal à se déconfiner ? « *C'est comme si la pandémie et les fermetures d'établissements avaient rendu l'école moins obligatoire*, avance Laurence Colin, proviseure de lycée dans l'académie de Bordeaux et membre du SNPDEN-UNSA. *Les parents sont davantage en télétravail et restent à la maison. Pourquoi les enfants, eux, bougeraient ?* »

En classe, les enseignants aussi perçoivent un rapport distendu à la « *posture d'élève* ». « *La notion de l'effort se perd* », s'alarme Coralie Benech, professeur d'éducation physique et sportive (EPS) à Paris et responsable du SNEP-FSU. « *Les élèves acceptent moins de transpirer, d'être essouffés.* » Un phénomène directement lié à l'expérience du confinement, selon les enseignants, car il a accéléré une sédentarisation déjà bien engagée : « *La sédentarité est plus importante et le rapport à l'effort, très compliqué* », abonde Erwan Chapelière, professeur d'EPS en Seine-Saint-Denis. « *Les élèves ont besoin de résultats immédiats et le rapport à l'échec s'en trouve modifié. S'ils n'y arrivent pas, ils n'essaient pas : ils arrêtent.* »

Plusieurs professeurs relèvent, dans la génération des collégiens entrés à l'école élémentaire au moment du Covid-19, un effondrement des compétences sociales – comme lever la main pour parler, partager le matériel, respecter les autres – qui s'apprennent lors des premières années d'école. « *Mes élèves de 6^e étaient en CP pendant le Covid et cela se voit* », analyse Benjamin Marol, qui enseigne l'histoire-géographie dans un collège REP + de Seine-Saint-Denis. « *On paie encore les conséquences de ce moment de rupture. Ce sont des enfants qui ont des difficultés avec l'empathie et le respect de l'autre. On règle beaucoup de problèmes émotionnels, y compris de comportements toxiques. Ce n'est pas pour rien que le harcèlement revient en force* », ajoute-t-il.

Le portable, « meilleur ami de l'adolescent »

Ce mal-être engrangé pendant les années Covid semble avoir frappé plus durement les jeunes filles. « *Elles ont plus enduré pendant la pandémie, c'est une évidence* », relève Benjamin Marol. « *Il me semble qu'elles ont eu plus peur... Et, cinq ans plus tard, il y a de la phobie scolaire et des absences.* » Un constat partagé par Laurence Colin. « *Au lycée professionnel, cela se traduit par des absences perlées. Au lycée général, les filles se mettent la pression sur les notes et ne vont pas bien* », remarque la proviseure, qui a successivement été à la tête d'un lycée professionnel et d'un lycée général et technologique.

A ce titre, si l'impact du Covid-19 sur les apprentissages est de plus en plus difficile à lire dans les résultats des enquêtes internationales à mesure que le temps passe, un élément, dans les résultats de Timss 2023 parus en décembre 2024, a particulièrement alarmé les chercheurs français : [les résultats en mathématiques des filles ont plongé](#). Des recherches sont en cours pour analyser cet écart grandissant avec les résultats des garçons, assure l'éducation nationale.

Mais le plus préoccupant – le phénomène qui englobe tout le reste : l'absentéisme, les difficultés relationnelles, le mal-être – reste pour les enseignants interrogés la dérégulation du temps d'écran. « *Le lien au portable est vraiment compliqué, il est devenu le meilleur ami de l'adolescent* », s'inquiète Benjamin Marol, confirmant une tendance révélée dans PISA 2022, où près de la moitié des adolescents français déclaraient se « *sentir anxieux* » s'ils n'avaient pas leur téléphone. « *Est-ce réversible ? Je ne sais pas. Et en même temps, cela replace l'école au centre du jeu : on est le dernier lieu où l'on fait s'asseoir des ados pour discuter avec eux.* »

« *Sur le terrain, il ne se passe pas une journée sans qu'on se dise qu'il y a un problème avec ça* », ajoute l'enseignante marseillaise. « *Les animateurs de centres sociaux, les collègues du*

collège et des écoles, le pédiatre, l'orthophoniste, les infirmières de la PMI... tout le monde le dit. » Dans la cité où elle travaille, les activités du mercredi proposées par les centres sociaux ne font plus le plein, en particulier pour les ados. « Les jeunes sont chez eux, à jouer en réseau. Ensemble, mais chacun chez soi. Comme pendant le Covid. »

Le Monde

L'Insee douche les espoirs du gouvernement sur la croissance française en 2025

L'institut national de la statistique a revu ses prévisions à la baisse. Le PIB ne devrait croître que de 0,1 % au premier trimestre 2025, et l'acquis de croissance atteindrait un modeste 0,4 % fin juin. Difficile, dès lors, de parvenir à 0,9 % sur l'année 2025, comme le prévoit le budget. Et, pendant ce temps, le taux de chômage grimpe.

Par [Béatrice Madeline](#)

Publié hier à 17h00, modifié hier à 18h20



Un employé chargé de l'embouteillage de chablis, au Domaine Louis Moreau, à Beine (Yonne), le 17 mars 2025. ARNAUD FINISTRE/AFP

Sans grande surprise, la croissance française, qui ne progressait déjà pas à grande allure – l'année 2024 s'est achevée sur une hausse de 1,1 % du produit intérieur brut –, s'embourbe. L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), qui escomptait encore en décembre 2024 une activité en hausse de 0,2 % sur chacun des deux premiers trimestres 2025, a révisé cette prévision à la baisse. La croissance ne dépasserait pas, finalement, 0,1 % au premier trimestre et 0,2 % au deuxième. A la mi-année, l'acquis de croissance – soit la croissance définitivement engrangée, même si l'activité est atone au second semestre 2025 – ne dépassera pas 0,4 %. Le gouvernement, qui a échafaudé le budget sur une hypothèse de croissance de 0,9 % pour l'année, n'a plus qu'à espérer qu'une embellie survienne à partir de l'été, avec une croissance atteignant 0,6 % sur chacun des deux derniers trimestres, pour que son scénario se réalise.

Il n'est guère non plus de surprise dans les causes de cette dégradation conjoncturelle. En vertu de la politique de consolidation budgétaire, visant à réduire le déficit public, le « *moteur de la dépense publique s'éteindrait* », explique l'Insee, notamment au premier trimestre, dont les dépenses budgétaires sont régies par [la « loi spéciale » votée en décembre 2024](#) faute de budget. L'autre responsable de la dégradation est à trouver outre-Atlantique. En agitant le chiffon rouge des droits de douane, le président des Etats-Unis, Donald Trump, va provoquer un ralentissement des échanges internationaux.

Selon les calculs de l'Insee, sous l'effet de ces mesures douanières, [le commerce mondial ne progresserait que de 0,6 % au premier trimestre et de 0,3 % au deuxième](#), soit respectivement 0,1 et 0,4 point de moins qu'attendu. Au sein de la zone euro, la France n'est

certes pas le pays le plus exposé au contrecoup des décisions américaines. Mais les entreprises françaises subiront les impacts du ralentissement d'ensemble et plus particulièrement celui subi par leurs deux proches voisins, l'Allemagne et l'Italie, les plus sensibles à une hausse des droits de douane américains. De quoi faire caler le commerce extérieur, qui était pourtant l'un des principaux moteurs de la croissance de 2024, avec les dépenses publiques.

Consommation au ralenti

Le contexte global est marqué par le retournement aux Etats-Unis, qui pourraient aujourd'hui basculer d'une « *croissance brillante* », selon les mots de Dorian Roucher, chef du département de la conjoncture à l'Insee, à la récession, avec en filigrane le spectre d'un redémarrage de l'inflation. Tout cela n'incitera guère ménages et entreprises à renouer avec la dépense et l'investissement. Les entreprises, à la santé financière toujours fragile, restent prudentes : le climat des affaires est toujours sous sa moyenne de longue période.

Les ménages ne manifestent pas une plus grande confiance en l'avenir. Après avoir assisté, médusés, à la hausse des prix, c'est désormais la courbe du chômage qui les inquiète et les incite à être toujours plus raisonnables. Pourtant, les conditions pourraient être réunies pour renouer avec la consommation : l'inflation est désormais maîtrisée et devrait le rester. L'Insee prévoit que les prix ne progresseront, au premier semestre, que de 1,1 %.

Dans le même temps, la revalorisation des prestations sociales, les négociations salariales et la baisse du prix de l'énergie ont redonné du pouvoir d'achat. Ce dernier a augmenté de 2,5 % en 2024 et poursuivrait sur cette lancée en 2025 : à la mi-année, l'acquis serait de 0,9 %. Une amélioration qui ne sera que partiellement ressentie dans le chiffre d'affaires des commerçants : la consommation n'augmenterait que de 0,4 % au premier trimestre et de 0,2 % au deuxième.

Marché de l'emploi dégradé

Seul point réellement positif : l'investissement des ménages, autrement dit les achats de logements neufs, devrait cesser de se dégrader et de peser sur la croissance. Mais le taux d'épargne, toujours accroché au-dessus de 18 %, « *baisserait à peine* » et devrait se maintenir à un niveau très élevé, bien plus que les quelque 15 % d'avant la crise sanitaire.

Car, la « *mauvaise nouvelle* », ainsi que le souligne M. Roucher, c'est l'emploi. La dégradation du marché du travail est désormais manifeste. [Elle a démarré au quatrième trimestre 2024](#) : 90 100 emplois, soit 0,3 % des effectifs salariés, ont alors été détruits, dont 68 000 dans le privé et 22 100 dans le public. La situation s'est particulièrement dégradée dans les services marchands : hors intérim, le nombre d'emplois s'est replié pour la première fois depuis la mi-2013, si l'on fait exception de la crise sanitaire.

Cette destruction d'emplois se poursuivra au premier trimestre 2025 : l'Insee estime que 50 000 postes vont disparaître sur les trois premiers mois de l'année. Tandis que les entreprises licencient ou cessent de recruter, la population active augmenterait plutôt, puisque les seniors restent plus longtemps en emploi – une conséquence de la réforme des

retraites. Cet effet de ciseau conduit à une hausse du chômage, qui devrait atteindre 7,6 % à la mi-année, selon l'Insee.

Et encore, la dégradation serait plus forte si certains jeunes n'avaient pas décidé de prolonger leurs études pour éviter de faire leur entrée dans la vie active au mauvais moment, explique Dorian Roucher, qui constate que ce phénomène connaît « *une ampleur assez significative* ». Signe des temps, la principale barrière à l'embauche, de l'avis des chefs d'entreprise, est désormais l'incertitude économique.